



5 janvier 2022

La lettre d'ENSEMBLE!

2022 : réveillons nos luttes !

La cinquième vague de virus, qui confirme la nécessité de la vaccination, révèle un peu plus les inégalités du monde. Les uns en sont à trois doses quand d'autres n'ont pas assez de vaccins pour la première. Une raison de plus d'espérer en un monde plus égalitaire pour 2022.

Force est de constater que les derniers mois, au moins en France, n'ont pas été à la hauteur de nos espérances. Une extrême droite menaçante, une droite plus forte, ont le vent en poupe. Et les combats pour la justice sociale, l'écologie, la démocratie marquent le pas.

En même temps, dans la population, l'exaspération monte contre les inégalités et les injustices, contre les féminicides, déjà là. Et la douceur de Noël nous rappelle que le climat se détériore plus vite que les mesures prises.

Alors, espérons dans la reprise de nos luttes, indispensable pour donner un coup d'arrêt à toutes ces dégradations de nos vies. Le 27 janvier, la journée d'action intersyndicale sera une bonne manière de souhaiter la bonne année à nos luttes.

Nous contacter :

contact@ensemble-fdg.org
@Ensemblefrontdegauche
@Ensemble_FdG

Du nouveau à gauche ?

Dans le spectacle désespérant qu'offre depuis des mois la gauche française, à la différence de celle du Chili, une éclaircie semble possible. Elle tient à deux événements de ces dernières semaines. D'une part, le nombre de personnes souhaitant participer à la Primaire populaire de fin janvier a fortement augmenté, dépassant les 300 000 inscriptions. D'autre part, la candidature de Christiane Taubira, qui s'affirme favorable au rassemblement, pourrait modifier la situation, dans la mesure où elle se prononce pour le rassemblement de la gauche et des écologistes.

Or, ce rassemblement est plébiscité par nombre d'électeurs/trices de notre camp social et politique. Les études d'opinion l'indiquent, mais aussi et surtout les discussions qui portent sur les prochaines présidentielles. La difficulté réside dans la possibilité de concrétiser ce rassemblement, qui semble à beaucoup être la seule possibilité de vaincre la droite et d'éviter la catastrophe représentée par l'extrême droite, mais qui semble aussi une tâche insurmontable. En effet, les obstacles sont nombreux, des séquelles du calamiteux quinquennat d'Hollande aux sectarismes divers. Et les désaccords entre les divers courants de la gauche et de l'écologie ne manquent pas.

Les semaines qui viennent vont être décisives. Christiane Taubira doit confirmer ou pas sa candidature le 15 janvier et la Primaire Populaire envisage une consultation entre le 27 et le 30 janvier. Par ailleurs, la campagne permettra de voir si une des candidatures actuelles se montre capable d'être celle qui rassemble le plus, comme le fut celle de Jean-Luc Mélenchon en 2017.

Des militantes d'ENSEMBLE ! sont investies dans la mobilisation unitaire depuis des mois au sein de 2022 Vraiment en Commun et de la Primaire Populaire. D'autres considèrent que le rassemblement peut s'opérer autour de la campagne de Jean-Luc Mélenchon. La FEUILLE D'ENSEMBLE ! publiera les analyses des un.es et des autres dans les prochaines semaines.

Un président ne devrait pas dire ça...

Macron fait encore des siennes en déclarant au *Parisien* qu'il voulait « *emmerder les non-vaccinés* ». Ceux-ci ne seraient plus des citoyens, selon lui. **On reconnaît là le mélange de grossièreté et de mépris qui a marqué le quinquennat de ce président.**

Surtout, cette déclaration est grave parce qu'elle accentue les divisions dans la population en désignant une catégorie de personnes, dont on peut penser qu'elle a tort de ne pas se faire vacciner, mais qui ne doit pas être rejetée de cette manière.

En fait, c'est le futur candidat qui a parlé et qui préfère ses intérêts électoraux à une action sérieuse et nécessaire pour convaincre de la nécessité de se faire vacciner. Ses mots ne vont faire que radicaliser les anti-vax : c'est sans doute ce qu'il souhaitait. Cela va rendre plus difficile la lutte contre le virus.

Il veut « emmerder ». Et bien nous n'y manquerons pas. Dès avril prochain. A gauche

Meilleurs vœux et belle année à chacune et chacun d'entre vous

« Pour un Chili vert et plein d'amour »

Gabriel BORIC, 19/12/2021

Avec 56% des suffrages, Gabriel Boric a été élu le 19 décembre dernier, 39ème président de la République du Chili. Candidat d'Apruebo Dignidad (« J'approuve la dignité »), coalition électorale regroupant une dizaine de partis, mouvements et réseaux de gauche et écologistes, dont Le Frente Amplio et le Parti communiste. Avec 25,3% des suffrages, Gabriel Boric était arrivé en seconde position d'un 1er tour marqué par une forte abstention, 52,7%, par les 27,9% du candidat d'extrême-droite, et par des résultats décevants aux élections législatives qui se déroulaient le même jour, avec une majorité de droite au Sénat et une absence de majorité à l'Assemblée Nationale.

Durant les quatre semaines de l'entre-deux tours, Gabriel Boric et les forces unies d'Apruebo Dignidad ont su mobiliser les syndicats et mouvements sociaux, la jeunesse, les femmes et les quartiers populaires contre le danger fasciste. La participation a bondi de 47,3% à 55,6% et Boric a gagné nettement, avec près de 56% des suffrages et un million de voix d'avance (sur 8,3 millions de votant.e.s).

Six mois après la primaire d'Apruebo Dignidad, où, alors candidat du « Frente amplio », Gabriel Boric, était sorti nettement vainqueur du favori, le candidat de « Chile Digno » et militant du PC, Daniel Jadue, avec plus de 60% des voix sur un peu moins de 2 millions de votant.e.s, Gabriel Boric s'apprête donc à entrer officiellement en mars prochain à la Moneda. Dans ses discours de campagne comme au soir de sa victoire électorale, Gabriel Boric a affirmé sa détermination à tourner la page du néo-libéralisme, à promouvoir l'égalité des sexes tant en matière des droits des femmes que des droits pour la LGBT+, à prendre la mesure de la crise climatique et environnementale qui touche déjà fortement le Chili et à reconnaître les droits des peuples autochtones. Pour y parvenir, il a appelé ses partisan.e.s à rester mobilisé.es.



L'actuelle Convention Constitutionnelle, - que préside la militante mapuche (minorité indienne) Elisa Loncon - élue en mai dernier et chargée de rédiger un nouveau projet de Constitution pour le pays, offre une réelle opportunité pour le nouveau président et la gauche chilienne pour en finir vraiment avec l'héritage Pinochetiste en intégrant la prééminence des droits fondamentaux. Ce projet de nouvelle Constitution devrait être soumis au référendum en septembre prochain. Son adoption pourrait également conduire à de nouvelles élections générales.

Mais, au Chili comme ailleurs - et sans aucun doute plus qu'ailleurs -, la scène politique n'est pas celle des bisounours. La bourgeoisie et le patronat chiliens s'apprentent déjà à faire feu de tout bois pour que rien ne vienne entraver la liberté d'entreprendre et d'exploiter. De cet affrontement inéluctable, Gabriel Boric n'a guère parlé. Ses choix dans la composition de son premier gouvernement donneront des indications précieuses sur sa détermination à mener à son terme la prééminence de la démocratie et des droits fondamentaux. Mais, comme cela fut le cas pour cette belle victoire électorale, ce n'est qu'en appelant et en s'appuyant sur les mobilisations populaires que pourront être définitivement tournées les pages du néo-libéralisme et du « pinochetisme ».

Drapeau français ou drapeau européen sous l'Arc de Triomphe, on s'en fout !

Alors que le nombre de contaminé.e.s par le virus explose, que resurgissent les tensions à l'Est de l'Europe, que déjà on déplore plusieurs féminicides depuis le début de l'année, qu'on vient de connaître une vague de chaleur presque estivale conséquence du dérèglement climatique, une polémique sur le drapeau sous l'Arc de Triomphe fait rage. On pourrait en rire si ce n'était pas l'occasion pour Le Pen, Zemmour, Péresse et Ciotti de rivaliser dans leurs surenchères chauvines et nationalistes.

Bien sûr, les traités européens qui signifient toujours plus d'austérité budgétaire et de réformes libérales ne peuvent nous faire apprécier le drapeau européen. Pour autant, nous ne faisons pas notre le drapeau français au nom duquel se sont faites les guerres coloniales et les guerres napoléoniennes qui ont fait près de 1 million de morts (l'Arc de Triomphe a d'ailleurs été construit pour célébrer ces victoires françaises). Nous n'oublions pas non plus les millions de morts des boucheries de 1914 - 1918 pour satisfaire les profits des capitalistes des puissances européennes de l'époque. Nous aurions préféré qu'à l'occasion de cette polémique, la gauche se démarque, choisisse le drapeau de la solidarité entre les peuples et reprenne ce que disait Jean Jaurès : « *le capitalisme porte en lui la guerre, comme la nuée porte l'orage* » et qu'elle rappelle qu'il a été assassiné pour avoir dénoncé la guerre qui venait, tout comme de l'autre côté du Rhin, ont été emprisonnés Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht pour s'être opposés au militarisme.